



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA DROME – PREFECTURE DE LA SAVOIE –
PREFECTURE DE LA HAUTE SAVOIE – PREFECTURE DU RHONE – PREFECTURE DE L'AIN -
-PREFECTURE DE LA LOIRE - PREFECTURE DE L'ISERE – PREFECTURE DE L'ARDECHE –
PREFECTURE DE VAUCLUSE – PREFECTURE DU GARD – PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

Préfecture
Direction des collectivités et de l'utilité publique
Bureau des enquêtes publiques

Affaire suivie par :
Isabelle VERILHAC/Lucette MANGUIN
Tel.: 04.75.79.29.48 / 04.75.79.28.71
Fax : 04 75 79 28.55

E-mail : isabelle.verilhac@drome.gouv.fr
lucette.manguin@drome.gouv.fr

Service Navigation Rhône Saône
Service Eau Risques et Environnement
Affaire suivie par : Virginie MAYOR
Téléphone : 04.72.56.17.42
Télécopie : 04.72.56.59.01
mail : virginie.mayor@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté inter-préfectoral n°2011077-0004

portant autorisation au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement
des opérations de dragage d'entretien sur le domaine concédé du Rhône
de la chute de Génissiat au palier d'Arles.

Le Préfet de la Drôme

Le Préfet de la zone de défense sud
Préfet de la région PACA
Préfet des Bouches-du-Rhône

Le Préfet de la zone de défense sud-est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône

Le Préfet de la Savoie

Le Préfet de l'Ain

Le Préfet de l'Isère

Le Préfet de la Loire

Le Préfet de l'Ardèche

Le Préfet de la Haute-Savoie

Le Préfet de Vaucluse

Le Préfet du Gard

- VU le code de l'environnement ;
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R.11-4 à R.11-14 ;
- VU la convention de concession générale du 20 décembre 1933, par laquelle l'Etat accorde la concession de l'aménagement et de l'exploitation du Rhône à la CNR ;
- VU le décret du 5 janvier 1934 qui approuve cette convention et le cahier des charges général associé ;
- VU le cahier des charges général de la concession, qui court jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- VU le décret du 21 juin 1938 relatif à l'aménagement de la chute de Génissiat sur le Rhône (Journal Officiel du 3 juillet 1938) approuvant la Convention avec l'Etat annexée et le Cahier des charges spécial ;
- VU les décrets du 16 décembre 1940, 7 février 1944 et 27 avril 1959 relatifs à l'aménagement de la chute de Génissiat sur le Rhône (Journal Officiel des 25 février 1940, 24 mai 1944 et 6 septembre 1959) en modifiant le Cahier des charges spécial ;
- VU le décret du 23 décembre 1980 relatif à l'aménagement de la chute de Chautagne sur le Rhône (Journal Officiel du 8 janvier 1981) approuvant la Convention avec l'Etat du 2 octobre 1980 et le Cahier des charges spécial en date du 13 novembre 1980 ;
- VU le décret du 12 novembre 1982 relatif à l'aménagement de la chute de Chautagne sur le Rhône (Journal Officiel du 14 novembre 1982) en modifiant le Cahier des charges spécial ;
- VU le décret du 23 décembre 1980 relatif à l'aménagement de la chute de Belley sur le Rhône (Journal Officiel du 8 janvier 1981) approuvant la Convention avec l'Etat du 2 octobre 1980 et le Cahier des charges spécial en date du 13 novembre 1980 ;
- VU le décret du 12 novembre 1982 relatif à l'aménagement de la chute de Belley sur le Rhône (Journal Officiel du 14 novembre 1982) en modifiant le Cahier des charges spécial ;
- VU le décret du 23 décembre 1980 relatif à l'aménagement de la chute de Brégnier-Cordon sur le Rhône (Journal Officiel du 8 janvier 1981) approuvant la Convention avec l'Etat du 2 octobre 1980 et le Cahier des charges spécial en date du 13 novembre 1980 ;
- VU le décret du 12 novembre 1982 relatif à l'aménagement de la chute de Brégnier-Cordon sur le Rhône (Journal Officiel du 14 novembre 1982) en modifiant le Cahier des charges spécial ;
- VU le décret du 18 août 1983 relatif à l'aménagement de la chute de Sault-Brénaz sur le Rhône (Journal Officiel du 21 août 1983) approuvant la Convention avec l'Etat du 10 janvier 1983 et le Cahier des charges spécial en date du 24 mai 1983 ;
- VU le décret du 26 novembre 1937 relatif à l'aménagement du port Edouard Herriot (Journal Officiel du 3 décembre 1937) approuvant la Convention avec l'Etat et le Cahier des charges annexés ;

- VU** le décret du 17 juin 1939 et l'arrêté préfectoral du 20 mars relatif à l'aménagement du port Edouard Herriot en modifiant le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 18 mai 1976 relatif à l'aménagement de la chute de Pierre-Bénite sur le Rhône (Journal Officiel du 25 juin 1976) approuvant la Convention avec l'Etat du 24 octobre 1975 et le Cahier des charges ;
- VU** le décret du 17 décembre 1997 approuvant une modification du cahier des charges annexé à la convention relative à l'aménagement de la chute hydroélectrique de Pierre-Bénite sur le Rhône ;
- VU** le décret du 18 février 1976 relatif à l'aménagement de la chute de Vaugris sur le Rhône (Journal Officiel du 16 mars 1976) approuvant la Convention avec l'Etat du 24 octobre 1975 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 11 octobre 1972 relatif à l'aménagement de la chute du Péage-de-Roussillon sur le Rhône (Journal Officiel du 5 novembre 1972) approuvant la Convention avec l'Etat du 29 décembre 1971 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 11 octobre 1968 relatif à l'aménagement de la chute de Saint-Vallier sur le Rhône (Journal Officiel du 24 octobre 1968) approuvant la Convention avec l'Etat du 29 août 1968 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 18 mai 1976 relatif à l'aménagement de la chute de Bourg-lès-Valence sur le Rhône (Journal Officiel du 2 juillet 1976) approuvant la Convention avec l'Etat du 24 octobre 1975 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 18 mai 1976 relatif à l'aménagement de la chute de Beauchastel sur le Rhône (Journal Officiel du 2 juillet 1976) approuvant la Convention avec l'Etat du 24 octobre 1975 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 18 mai 1976 relatif à l'aménagement de la chute de Baix-le-Logis-Neuf sur le Rhône (Journal Officiel du 30 juin 1976) approuvant la Convention avec l'Etat du 24 octobre 1975 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 8 janvier 1962 relatif à l'aménagement de la chute de Montélimar sur le Rhône (Journal Officiel du 13 janvier 1962) approuvant la Convention avec l'Etat du 10 mai 1961 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 7 décembre 1953 relatif à l'aménagement de la chute de Donzère-Mondragon sur le Rhône (Journal Officiel du 12 décembre 1953) approuvant la Convention avec l'Etat du 3 avril 1953 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 15 septembre 1971 relatif à l'aménagement de la chute de Caderousse sur le Rhône (Journal Officiel du 7 octobre 1971) approuvant la Convention avec l'Etat du 10 mai 1971 et le Cahier des charges spécial ;
- VU** le décret du 17 mars 1970 relatif à l'aménagement de la chute d'Avignon sur le Rhône (Journal Officiel du 5 avril 1970) approuvant la Convention avec l'Etat du 30 mai 1969 et le Cahier des charges spécial ;

- VU le décret du 9 septembre 1970 relatif à l'aménagement de la chute de Vallabrègues et à l'aménagement complémentaire du palier d'Arles sur le Rhône (Journal Officiel du 17 septembre 1970) approuvant la Convention avec l'Etat du 22 avril 1971 et le Cahier des charges spécial ;
- VU le décret du 27 novembre 1989 relatif à l'exploitation, aux travaux d'entretien et d'amélioration éventuelle du Rhône du kilomètre 300 du bas-Rhône à l'aval de l'écluse de Barcarin approuvant la Convention avec l'Etat du 4 septembre 1989 et le Cahier des charges spécial ;
- VU le décret n°2007-1760 du 14 décembre 2007 portant dispositions relatives aux régimes d'autorisation et de déclaration au titre de la gestion et de la protection de l'eau et des milieux aquatiques, aux obligations imposées à certains ouvrages situés sur les cours d'eau, à l'entretien et à la restauration des milieux aquatiques et modifiant le code de l'environnement et notamment ses articles n° 7, 8, 9 et 10 ;
- VU l'arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0. (1[°]b et 2[°]b) de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0. (2[°]) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou déclarations en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0. de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;
- VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement reçu le 25 août 2009 au guichet unique de la Drôme (direction départementale de l'agriculture et de la forêt), présenté par la Compagnie Nationale du Rhône, enregistré sous le n°26-2009-00310 et relatif au plan de gestion des dragages d'entretien sur le domaine concédé de la chute de Génissiat au palier d'Arles ;
- VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 1^{er} mars au 2 avril 2010 ;
- VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête déposés le 10 mai 2010 ;
- VU les avis favorables assortis d'observations de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – délégation de bassin Rhône-Méditerranée en date du 7 mai 2010 et du 28 septembre 2010 ;

- VU l'avis réputé favorable des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région PACA et de la région Languedoc-Roussillon ;
- VU l'avis favorable assorti d'observations de la direction régionale des affaires culturelles Rhône-Alpes du 22 février 2010 ;
- VU l'avis réputé favorable des directions régionales des affaires culturelles de la région PACA et de la région Languedoc-Roussillon ;
- VU l'avis favorable de la délégation régionale Rhône-Alpes, coordinatrice du bassin Rhône-Méditerranée et de la délégation inter régionale Méditerranée de l'office national de l'environnement et des milieux aquatiques du 20 juillet 2010 ;
- VU les avis favorables des agences régionales de santé délégation territoriale de la Savoie en date du 22 février 2010, délégation territoriale de la Drôme en date du 15 juillet 2010, délégation territoriale de l'Isère en date du 13 juillet 2010, délégation territoriale de la Loire en date du 15 juillet 2010, délégation territoriale du Rhône en date du 16 juillet 2010, délégation territoriale de Vaucluse en date du 20 août 2010 ;
- VU les avis favorables assortis d'observations des agences régionales de santé délégation territoriale de la Haute-Savoie en date du 19 février 2010, délégation territoriale de l'Ardèche en date du 16 mars 2010 ;
- VU l'avis favorable assorti de prescriptions de l'agence régionale de santé délégation territoriale de l'Ain en date du 14 septembre 2010 ;
- VU les avis réputés favorables des agences régionales de santé délégations territoriales du Gard et des Bouches-du-Rhône ;
- VU l'avis favorable de la direction départementale des territoires de la Drôme en date du 23 février 2010 ;
- VU les avis favorables assortis d'observations de la direction départementale des territoires de la Haute-Savoie en date du 18 mars 2010, de la direction départementale des territoires de l'Ain en date du 18 mars 2010, de la direction départementale des territoires de la Loire en date du 25 février 2010, de la direction départementale des territoires de Vaucluse en date du 12 avril 2010, de la direction départementale des territoires des Bouches-du-Rhône en date du 19 mars 2010, de la direction départementale des territoires de l'Ardèche en date du 15 mars 2010 et du 16 septembre 2010 ;
- VU les avis réputés favorables de la direction départementale des territoires du Gard, de la direction départementale des territoires de l'Isère, de la direction départementale des territoires du Rhône, de la direction départementale des territoires de la Savoie ;
- VU les réponses apportées par le pétitionnaire aux observations formulées par les services de l'Etat en date du 27 mai 2010 et du 3 septembre 2010 ;
- VU les avis et observations des communes consultées dont la liste figure en annexe IV ;

- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 18 novembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable assorti de modification du projet d'arrêté émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Haute-Savoie le 5 novembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Loire le 8 novembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Savoie le 9 novembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Gard le 7 décembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ain le 9 décembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ardèche le 13 décembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Rhône le 16 décembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Isère le 16 décembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Vaucluse le 16 décembre 2010 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Bouches-du-Rhône le 16 décembre 2010 ;
- VU** le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 11 octobre 2010 ;
- VU** la consultation du pétitionnaire en date du 18 janvier 2011 ;

CONSIDERANT qu'il est fait obligation à la Compagnie Nationale du Rhône, au travers de son cahier des charges, de procéder à ces opérations de dragages ;

CONSIDERANT que les opérations de dragage sont rendues nécessaires du fait du transport naturel des sédiments par le fleuve Rhône et qu'il ne peut être procédé à aucune prévision outre une programmation annuelle encadrée par un plan de gestion ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une bonne prise en compte des enjeux environnementaux, économiques, sociaux et sanitaires ;

CONSIDERANT que le maître d'ouvrage a pris acte, sans réserve, du projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de la Drôme, du Rhône, de l'Ain, de la Savoie, de la Haute-Savoie, de la Loire, de l'Ardèche, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Gard et de l'Isère ;

ARRETENT

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 - Objet de l'autorisation

Le présent arrêté autorise la Compagnie Nationale du Rhône, dénommée ci-après « maître d'ouvrage », à réaliser les dragages d'entretien du lit du fleuve Rhône et de ses affluents dans la limite de sa concession tels que décrit dans l'article 2 :

- entre les communes de Pougny (département de l'Ain) en rive droite et de Vulbens (département de la Haute-Savoie) en rive gauche et la commune de Saint-Sorlin-en-Bugey (département de l'Ain),
- sur les communes de Villeurbanne et de Caluire-et-Cuire (département du Rhône),
- entre la commune Lyon (département du Rhône) et la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône (département des Bouches-du-Rhône).

soit sur un linéaire de 468 km conformément au dossier soumis à autorisation.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.2.3.0.	Rejet dans les eaux de surface à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0., 2.1.1.0., 2.1.2.0. et 2.1.5.0 : 1°a) dont le flux total de pollution brute étant supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres (A).	Autorisation
3.1.1.0.	Installations, ouvrages, remblais et épis dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A).	Autorisation
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0. ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100m (A).	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A).	Autorisation

3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0. et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° supérieur à 2 000 m ³ (A).	Autorisation
----------	---	--------------

ARTICLE 2 - Caractéristiques des activités

Les travaux d'entretien du Rhône portant sur les interventions courantes ont pour objectifs :

- le maintien de la profondeur du chenal de navigation dont les caractéristiques sont définies à l'article 7 du cahier des charges général ;
- la non aggravation des crues ;
- l'entretien des ouvrages et zones de servitudes liés à l'exploitation et à la sûreté de la concession tels que : les barrages, les canaux, les contre-canaux, les ports, les darses, les haltes, les appontements, les quais, les bassins de virement, les chenaux d'accès, les rampes à bateaux, les stations de mesures, les échelles limnimétriques, les prises d'eau, les aqueducs, les siphons, les déversoirs, les seuils, les passes à poissons, les stations de relevage, les plans d'eau, les zones de loisirs, les bassins de joutes,...

Le maître d'ouvrage est autorisé à procéder aux opérations de dragage du fleuve Rhône sur l'ensemble du domaine concédé y compris les zones de confluence des affluents jusqu'à la limite du remous de l'aménagement.

Le nombre, l'étendue, la durée et la fréquence des opérations de dragage sont limités au strict nécessaire permettant d'atteindre l'objectif fixé, afin de minimiser les impacts négatifs sur l'environnement, y compris ceux relatifs aux aspects hydromorphologiques susceptibles d'entraîner une altération de l'état écologique.

Le curage est estimé en moyenne à 600 000 m³ par an de sédiments sur une période de 10 ans sur un linéaire de 468 km entre la chute de Génissiat et le palier d'Arles.

Les interventions sont programmées annuellement selon le besoin vérifié par relevés bathymétriques.

L'extraction des sédiments est réalisée soit par des moyens fluviaux (pelle hydraulique embarquée sur ponton, drague aspiratrice, etc...) soit par des moyens terrestres (pelle hydraulique en berge ou dans le lit, etc...). Les matériaux dragués sont restitués au fleuve tant que leur qualité le permet notamment par clapage ou par refoulement au travers d'une conduite lors de l'emploi d'une drague aspiratrice, sauf si cette restitution compromet le maintien du lit dans son état d'équilibre ou n'est pas technico-économiquement acceptable.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

ARTICLE 3 - Dispositions de programmation et de contrôle

3.1 - Programmation des travaux

L'année N-1, et sur la base de relevés bathymétriques, le maître d'ouvrage prépare la programmation des interventions qu'il formalise dans une fiche de programmation, selon le plan de rédaction annexé à la présente décision à titre d'exemple.

Puis, il entreprend les travaux de prélèvement et d'échantillonnage, fait exécuter les analyses physico-chimiques dans les laboratoires agréés, évalue le risque d'écotoxicité et fait exécuter les tests biologiques s'ils sont rendus nécessaires. Il applique le « *projet de recommandation pour la manipulation des sédiments du Rhône dans le contexte de pollution par les PCB* », en suivant son actualisation et l'adaptant aux spécificités du Rhône, en accord avec le service de police de l'eau.

A l'appui de ces résultats, il détermine le devenir des sédiments, et prévoit l'éventuelle installation de site(s) de traitement.

Il formalise chaque projet d'intervention dans :

- une fiche d'incidence dragage détaillée pour chaque site d'intervention où le volume de sédiments mobilisés est supérieur à 2000 m³ ou lorsque la zone de dragage et/ou de restitution des sédiments présentent des enjeux environnementaux, sanitaires, économiques ou sociaux forts (espaces protégés, zone de baignade, captage AEP, ...). Cette fiche est rédigée selon le plan de rédaction annexé à la présente décision à titre d'exemple,
- ou une fiche d'incidence dragage simplifiée quand il est possible de justifier de l'absence d'incidence des dragages et des opérations de restitution sur le milieu pour les opérations inférieures à 2000 m³ de sédiments mobilisés (plan de rédaction annexé à la présente décision à titre d'exemple). Le service de police de l'eau peut exiger une fiche d'incidence détaillée comprenant une caractérisation physico-chimique des sédiments dans le cas où un doute subsiste sur le niveau de sensibilité du milieu.

Pour les opérations d'urgence, définies comme des opérations devant être menées suite à l'apparition imprévisible d'une situation de danger grave et imminent (pour les biens et les personnes), la fiche d'incidence sert de support au compte-rendu d'exécution après travaux. Ce compte-rendu est adressé aux destinataires habituels de la fiche d'incidence.

Une opération de dragage non programmée dont l'exécution est rendue nécessaire du fait de la survenue imprévisible d'un aléa susceptible de générer un important préjudice environnemental ou économique peut être autorisée. Le déclenchement de cette procédure doit rester exceptionnel. Le maître d'ouvrage adresse, dans les meilleurs délais, au service de police de l'eau une demande selon le format de la fiche d'incidence appropriée.

3.2 - Validation de la programmation

Le service de police de l'eau organise, par secteur géographique pertinent, une réunion annuelle de programmation des opérations de dragages d'entretien.

Au cours de cette réunion, le maître d'ouvrage rapporte son bilan de l'année N-1 et présente, pour validation, son programme prévisionnel de dragage d'entretien pour l'année N, les fiches d'incidence dragage détaillées et les fiches d'incidence dragage simplifiées ainsi que son programme de suivi environnemental (cf article 4.9).

Le maître d'ouvrage expose de façon détaillée les incidences que chaque opération de dragage est ou non susceptible de causer sur les enjeux identifiés notamment sur les sites Natura 2000 proches des zones concernées (cf. modèles de fiches d'incidence). Il appartient au maître d'ouvrage de définir le niveau d'approfondissement de l'analyse des incidences en fonction de la situation décrite dans la fiche d'incidence. Il précise les mesures d'atténuation ou de suppression des incidences envisagées.

Six semaines avant la réunion de programmation, le maître d'ouvrage adresse l'ensemble de ces éléments au service de police de l'eau ainsi qu'aux DREAL, ARS, DDT et ONEMA des départements concernés. Le service en charge de la police de l'eau requiert autant que de besoin l'avis de ces services pour procéder à la validation du programme et de chacune des fiches d'incidence.

Les périodes d'exécution des opérations de dragages proposées par le maître d'ouvrage sont validées au cours de la réunion annuelle. Le service de police de l'eau, procède, à l'éclairage des avis formulés par les services de l'Etat, à :

- la validation de l'évaluation des impacts,
- l'analyse de la pertinence des mesures proposées,
- l'approbation des destinations des matériaux et des zones de stockage temporaires éventuels,
- l'analyse des conditions technico-économiques qui ont menées à la non remise au fleuve des matériaux.

Le service de police de l'eau juge du respect des conditions de programmation et d'exécution, telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation déposé par le maître d'ouvrage, et du respect des prescriptions de la présente autorisation. Le service de police de l'eau valide le programme pour les opérations satisfaisant aux exigences de la présente autorisation.

Le maître d'ouvrage identifie précisément pour chaque site les autorités administratives et acteurs locaux à informer préalablement à chaque opération de dragage (Agences régionales de la santé (ARS), délégations départementales de l'ONEMA, service de police de l'eau, mairies, pêcheurs professionnels, fédérations départementales de pêche, service de police de la navigation, associations agréées territorialement pour la protection de la nature et de l'environnement,...). Cette liste est validée lors de la réunion de programmation annuelle. Dès validation du programme d'intervention, le maître d'ouvrage informe du calendrier retenu l'ensemble des organismes ou personnes de cette liste.

Les données présentées dans le cadre de la programmation et du bilan sont considérées publiques et accessibles en tant que telles. Le maître d'ouvrage prend les dispositions nécessaires pour en faciliter la communication dès la phase préparatoire de la programmation des opérations.

3.3 - Exécution et contrôle

Au minimum un mois avant le début d'exécution réelle d'une intervention, le maître d'ouvrage informe les organismes ou personnes figurant sur la liste validée à l'avant-dernier alinéa du

paragraphe 3.2 en leur adressant une fiche de début de travaux. Pour les délégations départementales de l'ONEMA, les ARS, le service de police de l'eau, la DREAL et les DDT, cette fiche est accompagnée de la fiche d'incidence définitive. L'utilisation des moyens de communication numérique est autorisée.

Le service de police de l'eau procède au contrôle des éléments fournis et fait part, le cas échéant, de ses observations au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fournit toute information ou tout document permettant au service de contrôle de vérifier la bonne application des prescriptions.

Le maître d'ouvrage adresse après toute opération de dragage au service en charge de la police de l'eau ainsi qu'aux DREAL, ARS, DDT et ONEMA des départements concernés une fiche d'information de fin de travaux.

Le service de contrôle rapporte auprès de la mission inter-services de l'eau le bilan annuel commenté fourni par le maître d'ouvrage.

Le service de police de l'eau organise dans les cinq ans suivant le début de l'autorisation une concertation entre le maître d'ouvrage et des représentants scientifiques ou experts du milieu aquatique pour envisager la prise en compte des progrès technologiques constatés.

Le maître d'ouvrage et le service de contrôle intègrent dans leurs obligations la prise en compte des éléments des programmes d'actions régionaux ou de bassin contre la pollution aux PCB et autres contaminants, ou de leurs résultats d'analyses intermédiaires, applicables aux activités ici autorisées.

ARTICLE 4 - Prescriptions spécifiques

4.1 - Caractérisation préalable du risque d'écotoxicité

Préalablement à une opération de dragage mobilisant un volume de sédiment supérieur ou égal à 2000 m³, ou pour tout volume lorsque l'opération est réalisée dans une zone à forts enjeux environnementaux, sanitaires, économiques ou sociaux, le maître d'ouvrage procède à des prélèvements et analyses des sédiments (partie fine < 2 mm) à draguer et des sédiments fins des fonds environnant le site de restitution au fleuve. Ces opérations de prélèvements ne sont pas soumises à l'élaboration d'une fiche d'incidence.

Le maître d'ouvrage procède à une analyse granulométrique des sédiments afin de déterminer la proportion de partie fine. Les analyses des sédiments sont réalisées si l'échantillon représentatif de la zone à draguer présente un pourcentage de partie fine supérieur ou égale à 3%.

Les échantillons de sédiment doivent être représentatifs du contexte local au moment des travaux. Leur nombre et les modalités d'obtention doivent être cohérents avec la surface concernée, la nature granulométrique et physico-chimique du sédiment.

Les paramètres physico-chimiques analysés sont ceux décrits dans l'article 5 de l'arrêté du 30 mai 2008.

Le maître d'ouvrage caractérise le risque d'écotoxicité des sédiments à partir des résultats des

analyses physico-chimiques et d'éventuels tests biologiques rendus nécessaires conformément à la méthode exposée dans le dossier de demande d'autorisation.

4.2 - Destination des matériaux

Les sédiments qualifiés de non écotoxiques sont restitués dans le lit mineur du fleuve ou valorisés selon les conditions et limites définies dans l'arrêté du 30 mai 2008.

Les sédiments présentant un risque d'écotoxicité sont valorisés ou, si leur qualité ne permet pas une valorisation directe, traités dans la mesure de conditions technico-économiques acceptables. Les résidus issus du traitement sont dirigés vers des centres de stockage agréés.

4.3 - Mesures de suivi des travaux

Paramètres suivis en continu : pendant l'opération de dragage, le maître d'ouvrage s'assure par des mesures en continu et à l'aval hydraulique immédiat de la température et de l'oxygène dissous que les seuils suivants sont respectés :

	Seuils	
	1ère catégorie piscicole	2ème catégorie piscicole
Oxygène dissous (valeur instantanée)	≥ à 6 mg/l	≥ à 4 mg/l

En cas de non atteinte du seuil, les travaux sont temporairement arrêtés et le maître d'ouvrage en avise le service chargé de la police de l'eau. La reprise des travaux est conditionnée par le retour des concentrations mesurées à un niveau acceptable.

Le maître d'ouvrage rapporte les résultats obtenus dans une fiche bilan de fin de travaux.

4.4 - Pilotage du chantier

La maîtrise de l'incidence de l'opération de dragage est pilotée par le paramètre turbidité. Les écarts maximums admissibles sont :

Turbidité à l'amont du chantier (en NTU)	Ecart maximal de turbidité entre l'amont et l'aval
< à 15	10
Entre 15 et 100	20
> à 100	30

La mesure aval est faite à 3 km, au plus, à l'aval du point de restitution des sédiments. Cette distance peut être réduite à la demande des services de l'Etat dans le cas d'enjeux particuliers. Dans le cas d'une zone à forts enjeux (écologiques, économiques, sanitaires ou sociaux), elle est réalisée à l'amont immédiat de cette zone. La mesure aval est la moyenne de trois mesures réalisées en rive droite, en rive gauche et dans l'axe du panache. Une mesure servant de référence est réalisée à 100 mètres à l'amont de la zone draguée.

Fréquence :

1 fois par jour la première semaine puis deux fois par semaine, ainsi qu'après chaque changement de cadence. Pour les chantiers d'une durée supérieure à trois semaines, si les mesures réalisées les trois premières semaines sont bonnes la fréquence de prélèvement passe à une fois par semaine. En cas de dépassement de l'écart maximal admissible, la cadence de fonctionnement est

abaissée et les mesures de suivi reprennent à la fréquence initiale (1 fois/j). Il en est de même en cas de changement volontaire d'exécution ou changement des conditions hydrologiques du fleuve.

Afin d'améliorer la qualité de l'analyse des incidences, le maître d'ouvrage procède lors de chaque opération de dragage d'entretien à quatre prélèvements de trois litres d'eau brute au point de contrôle de la turbidité. Les paramètres à analyser sont : pH, conductivité, azote Kjeldahl, azote ammoniacal, nitrites, nitrates, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, PCB totaux, HAP totaux, taux MES turbidité. Ces résultats d'analyses sont rapportés dans la fiche bilan de fin de travaux et permettent de vérifier la corrélation des mesures turbidité/MES et les hypothèses de variation limitée des paramètres chimiques à l'aval du point de restitution.

4.5 - Mesures de précaution concernant les aires de chantiers et prévention des pollutions

Seuls les engins strictement nécessaires au chantier peuvent intervenir. Ils doivent être en bon état de fonctionnement. L'entretien du matériel de chantier se fait sur des aires étanches, prévues à cet effet, le plus en retrait possible des berges, et situées au dessus de la cote des zones inondables et aménagées pour retenir et traiter les eaux de ruissellement.

En dehors des périodes de travail (y compris nuit et week-end), les engins et les matériaux stockés à proximité du site doivent être retirés hors zone inondable.

Les travaux doivent être réalisés avec le souci constant de l'environnement et des milieux aquatiques. En particulier :

- les engins, les matériels et matériaux sont garés et stockés sur des aires imperméabilisées, spécialement aménagées à cet effet, avec bassin étanche de rétention des eaux de ruissellement. Tout rejet dans le milieu de ces eaux de ruissellement est interdit ; elles sont récupérées par une entreprise spécialisée;
- les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés dans une enceinte étanche, hors zone inondable ;
- les eaux polluées, en particulier de lavage des engins de chantier, sont piégées dans des bassins de décantation ;
- tout ravitaillement des engins terrestres est effectué exclusivement sur une plate-forme aménagée à cet effet ;
- tout matériau polluant mis en évidence à l'occasion des travaux est immédiatement extrait du site du chantier pour être acheminé vers une décharge réglementaire ;
- la circulation des engins de chantier terrestre dans le lit du cours d'eau est limitée au strict nécessaire.

Les déchets du chantier sont évacués régulièrement et conformément à la réglementation en vigueur.

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le maître d'ouvrage doit immédiatement interrompre les travaux. Il prend les dispositions nécessaires permettant de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux, d'éviter qu'il ne se reproduise et autant que possible de mettre fin à l'incident. Il informe également, dans les meilleurs délais, le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face, ainsi que les collectivités locales concernées.

Préalablement à l'exécution des travaux, toutes les mesures à prendre sont précisées dans le cahier des charges à l'entreprise désignée.

Le maître d'ouvrage est autorisé, dans le cadre de l'exécution des opérations concernées par la présente autorisation, à circuler sur les voies traversant des périmètres de protection de captage d'eau destiné à la consommation humaine en respectant les contraintes qui s'y imposent. Cette disposition est précisée, le cas échéant, dans la fiche d'incidence dragage.

Un plan de prévention des risques de pollution est établi et annexé aux contrats entre le maître d'ouvrage et les entreprises adjudicataires. Ce plan comprend un volet « mesures préventives » décrivant l'ensemble des mesures à mettre en place pour éviter toute pollution (chronique ou accidentelle) et un volet « mesures curatives » détaillant les procédures à suivre en cas d'accident de pollution (alerte des secours, moyens de lutte contre la pollution,...).

Le maître d'ouvrage prend les dispositions nécessaires pour éviter la prolifération des espèces invasives. En cas d'intervention terrestre, une surveillance s'établit au cours et après la fin du chantier et pendant une période de 3 ans minimum.

4.6 - Aire de stockage et de traitement

Il appartient au maître d'ouvrage d'obtenir les autorisations nécessaires à l'activité de stockage à terre des matériaux relevant de la réglementation (ICPE, déchets,...).

Les stockages à terre, même provisoires, ne doivent pas avoir d'impact sur le réseau hydrographique superficiel.

Les zones de stockage ou de regroupement pour traitement des sédiments qui ne peuvent être remis au fleuve sont interdites en zone inondable et dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine.

Conformément au paragraphe 4.8, les aires de traitement sont implantées en dehors des périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine.

Les aires de traitement des matériaux extraits, si elles ne peuvent être implantées hors des zones naturelles protégées, font l'objet d'une étude d'incidence détaillée permettant de définir les dispositions particulières de prévention et de protection à mettre en place pour supprimer les impacts ou à défaut les réduire à leur minimum.

Le sol des sites de traitement est rendu étanche et aménagé pour récupérer les eaux de ruissellement. Les eaux rejetées par l'installation de traitement doivent présenter des concentrations inférieures aux niveaux de référence R2 pour les paramètres du tableau I décrits par l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0., 4.1.3.0. et 3.2.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 - aujourd'hui codifié à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

4.7 - Déchets

Lorsque les sédiments ne peuvent être remis au cours d'eau au regard de leur caractère polluant, le maître d'ouvrage reste responsable de leur devenir. Il précise dans la fiche d'incidence :

- les volumes concernés,
- la destination précise des matériaux,
- la filière de traitement retenue,
- la filière de valorisation suivie par les sédiments traités.

Les déchets immergés (hors sédiments) retirés du lit du Rhône ou localisés lors des opérations de dragage sont évacués et traités conformément à la réglementation relative aux déchets en vigueur.

4.8 - Protection des captages AEP

Le maître d'ouvrage se doit de respecter les prescriptions relatives aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine.

Les opérations de dragage d'entretien dans le périmètre de protection immédiat d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine sont interdites conformément à l'article R. 1321-13 du code de la santé publique.

Les opérations de dragage d'entretien dans les périmètres de protection rapprochés et éloignés – si elles ne peuvent être évitées – sont préalablement soumises à l'avis d'un l'hydrogéologue agréé, avis sur lequel se fonde la décision du service de contrôle.

La restitution des sédiments au fleuve à moins de 1000 m en amont de la limite des périmètres de protection rapprochés des captages d'eau destinée à la consommation humaine est interdite.

Le stockage à terre des sédiments est interdit dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine.

4.9 - Protection du milieu naturel

L'accès aux berges au droit des opérations de dragage se fait en dehors des cordons rivulaires. Si cet accès n'est possible sans un enlèvement de végétation, celle-ci est reconstituée. Ces mesures sont décrites dans la fiche d'incidence.

Les opérations de dragage ont lieu aux périodes qui auront été validées lors de la réunion de programmation annuelle. Dans les sites naturels à forts enjeux écologiques, elles sont strictement réalisées entre fin août et fin février pour éviter les perturbations physiques du milieu avant les principales phases de cycle biologique des espèces faunistiques et floristiques.

Le maître d'ouvrage, en complément des suivis déjà mis en place par ses soins, réalise un suivi environnemental du milieu sur quelques sites jugés représentatifs afin d'évaluer l'impact de ses opérations sur celui-ci notamment ceux d'ordre physique, chimique et biologique. Il propose, au cours de la réunion annuelle de présentation du programme prévisionnel, au travers d'un protocole de suivi, les sites à suivre sur l'échelle du fleuve Rhône ainsi que les modalités de ce suivi. Ce protocole est validé par le service en charge de la police de l'eau, en s'appuyant sur l'expertise de l'ONEMA. Ce protocole peut être revu en fonction des résultats obtenus les années précédentes.

4.10 - Salubrité publique

Les opérations de dragage et de restitution des sédiments au fleuve réalisées en amont d'une zone de baignade ne doivent pas être à l'origine d'une détérioration de la qualité de l'eau.

Les opérations de restitution au fleuve des sédiments à moins de 1000 m d'une zone de baignade sont interdites de juin à septembre inclus.

4.11 - Archéologie préventive

A chaque programmation annuelle des travaux, le maître d'ouvrage informe les services archéologiques compétents sur les secteurs d'intervention afin de mettre en évidence les sensibilités archéologiques des différentes zones. Si nécessaire, des prescriptions archéologiques

sont établies et inscrites dans le programme annuel.

Le maître d'ouvrage signale les "zones archéologiques sensibles" aux entreprises désignées pour les travaux.

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 5 - Responsabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage demeure entièrement responsable de tous les accidents et avaries qui pourraient survenir aux tiers par suite de l'exécution des travaux objet du présent arrêté.

La responsabilité du maître d'ouvrage demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des travaux que leur mode d'exécution.

Le maître d'ouvrage assume toutes les charges et contraintes liées au risque d'inondation généré par les travaux eux-mêmes pendant tout leur déroulement.

ARTICLE 6 - Accès au site des agents de contrôle

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent constamment avoir libre accès au chantier.

D'une manière générale, sur la demande des agents chargés du contrôle, le maître d'ouvrage est tenu de mettre à disposition les moyens nécessaires pour faciliter l'accès aux sites et procéder à toutes les mesures, vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 10 ans.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, en application des articles L. 210-1 et L. 211-1 du code de l'environnement, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le maître d'ouvrage ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Tout changement susceptible de modifier de manière notable les caractéristiques, la consistance des travaux et des aménagements autorisés doit être au préalable porté à la connaissance du préfet de la Drôme avec tous les éléments d'appréciation.

Dans les cas où les modifications à apporter à l'activité ne sont pas incompatibles avec les objectifs initiaux fixés par l'arrêté en ce qui concerne la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ou ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, celles-ci peuvent faire l'objet d'un arrêté inter-préfectoral complémentaire dans les conditions prévues par l'article R. 214-17 du code de l'environnement.

En cas de besoin d'adaptation de l'activité à l'échelon départemental, et sous condition que cette adaptation n'engendre aucun impact en dehors des limites du département, le préfet du département concerné peut prendre par arrêté complémentaire les dispositions nécessaires à l'exécution de l'activité proprement-dite.

ARTICLE 8 - Renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le maître d'ouvrage, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, adresse au préfet de la Drôme une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R. 214-20 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 - Déclaration d'incident ou accident

Le maître d'ouvrage est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le maître d'ouvrage doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 10 - Autre réglementation

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment en matière d'installation classée pour la protection de l'environnement, de destruction d'espèces protégées ou d'archéologie préventive.

ARTICLE 11 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est publié à la diligence des services de la préfecture de la Drôme, et aux frais du demandeur, Compagnie Nationale du Rhône, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements de la Drôme, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse et des Bouches-du Rhône.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise est affiché

pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie des communes dont la liste figure en annexe IV.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation est mis à la disposition du public pour information en préfectures de la Drôme, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse et des Bouches-du Rhône.

La présente autorisation est à disposition du public sur le site internet des préfectures de la Drôme, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse et des Bouches-du Rhône pendant une durée d'au moins 1 an.

ARTICLE 13 - Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le maître d'ouvrage et dans un délai d'un an par les tiers dans les conditions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le maître d'ouvrage peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 14 - Exécution

- les secrétaires généraux des préfectures de la Drôme, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse, des Bouches-du Rhône,
- les maires des communes dont la liste figure en annexe IV,
- les chefs des services départementaux de l'ONEMA de la Drôme, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse, des Bouches-du Rhône,
- les directeurs départementaux des territoires de la Drôme, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse, des Bouches-du Rhône,
- le directeur du service navigation Rhône-Saône,
- les commandants des groupements de gendarmerie départementale de la Drôme, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse, des Bouches-du Rhône,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Drôme, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse et des Bouches-du Rhône, et dont une copie est tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Valence, le 18 mars 2011
Le Préfet de la Drôme
Signé
Pierre-André DURAND

A Marseille, le 8 février 2011
Le Préfet des Bouches-du-Rhône
Pour le Préfet, Le Secrétaire Général
Signé
Jean-Paul CELET

A Nîmes, le 7 février 2011
Le Préfet du Gard
Signé
Hugues BOUSIGES

A Annecy, le 21 février 2011
Le Préfet de la Haute-Savoie
Signé
Philippe DERUMIGNY

A Bourg-en-Bresse, le 10 février 2011
Le Préfet de l'Ain
Signé
Philippe GALLI

A Chambéry, le 14 février 2011
Le Préfet de la Savoie
Pour le Préfet, le Secrétaire Général
Signé
Jean-Marc PICAND

A Saint-Etienne, le 14 février 2011
Le Préfet de la Loire
Pour le Préfet, le Secrétaire Général
Signé
Patrick FERIN

A Grenoble, le 3 mars 2011
Le Préfet de l'Isère
Pour le Préfet, le Secrétaire Général
Signé
François LOBIT

A Lyon, le 14 février 2011
Le Préfet du Rhône
Pour le Préfet, la Secrétaire Générale
Signé
Josiane CHEVALIER

A Privas, le 4 mars 2011
Le Préfet de l'Ardèche
Signé
Amaury de SAINT-QUENTIN

A Avignon, le 14 février 2011
Le Préfet de Vaucluse
Signé
François BURDEYRON

Pièces jointes : 5 annexes

ANNEXE I

FICHE DE PROGRAMMATION

CAMPAGNE DE DRAGAGE ANNEE XXXX

Direction émettrice :

Localisation de la zone de dragage			Destination des matériaux		Quantité (m3)			Nbr échantillons	Résultats de la caractérisation (mg/kg)	Fiche Incidence Simplifiée / Détaillée	Observations	Espèce remarquables présentes le site
Désignation	P.K. Rhône	Rive	Nature des matériaux	Clapage ou remise en suspension dans le Rhône / Mise à terre	Année de la dernière opération	Réalisé année N-2	Réalisé année N-1	Prévu année N				

AMENAGEMENT DE XXXXX

AMENAGEMENT DE XXXXX

(1)

L : limons

G : gravier

ANNEXE II

FICHE D'INCIDENCE DRAGAGE SIMPLIFIEE (volume de sédiment < 2000 m³ ET absence d'incidence)

N° d'opération :

Unité émettrice :

Chute :

Département :

Localisation (PK) :

Situation :

Motif du dragage :

Date de début de travaux :

Plan de localisation de l'emprise des
travaux au 1/25 000ème

Date de fin prévisionnelle :

Nature des sédiments :

Volume :

Epaisseur maximum de sédiments curés :

Dernier dragage du site :

- Volume :

Date :

Entreprise :

Matériel/technique employé(s) :

si drague aspiratrice, rendement de la drague :

Critère d'urgence (à justifier) :

Demande d'avis à batellerie : oui ☐

non ☐

Synthèse de l'étude technique produite par la CNR :

Gestion des sédiments : Restitution ☐

Dépôt à terre ☐

Si dépôt à terre, préciser volume, destination et traitement :

Enjeux du site de dragage et du site de restitution des sédiments :

Réseau Natura 2000 :

Emprise des travaux par rapport aux sites Natura 2000 : à plus de km ☐ à proximité ☐ dedans ☐

Effet notable : oui ☐ non ☐

Évaluation d'incidence Natura 2000 : oui ☐ non ☐

Espèces protégées (il appartient au maître d'ouvrage d'obtenir les autorisations réglementaires) :

Présence espèce protégée : oui ☐ non ☐

Nom (français/latin) :

Utilisation zone de travaux : lieu d'alimentation /croissance/chasse ☐ lieu de reproduction ☐

Dossier dérogation espèce protégée : oui ☐ non ☐ espèce(s) =

Autres mesures réglementaires (il appartient au maître d'ouvrage d'obtenir les autorisations réglementaires) :

Défrichement : oui ☐ non ☐

APPB, Réserve Naturelle, réserve de chasse,... (si oui, à préciser) oui ☐ non ☐

Justification de l'absence d'incidence des dragages et des opérations de restitution sur le milieu :

Le maître d'ouvrage s'attache à démontrer l'absence d'effets notables sur le milieu naturel.

ANNEXE III

FICHE D'INCIDENCE DRAGAGE DETAILLEE (Volume >2000 m³ OU enjeux forts)

Opération programmée ☐ Opération non programmée (demande ☐
exceptionnelle – art 3.1)
Opération d'urgence (art 3.1) ☐

N° d'opération :

Unité émettrice :

Chute :

Département :

Localisation (PK) :

Situation :

Motif du dragage :

Date de début de travaux :

Date de fin prévisionnelle :

Nature des sédiments :

Volume :

Epaisseur maximum de sédiments curés :

Dernier dragage du site :

- Volume :

Date :

Entreprise :

Matériel/technique employé(s) :

si drague aspiratrice, rendement de la drague :

Critère d'urgence (à justifier) :

Demande d'avis à batellerie : oui ☐ non ☐

Synthèse de l'étude technique produite par la CNR :

1/ Caractérisation physico-chimique

1-1 Eau

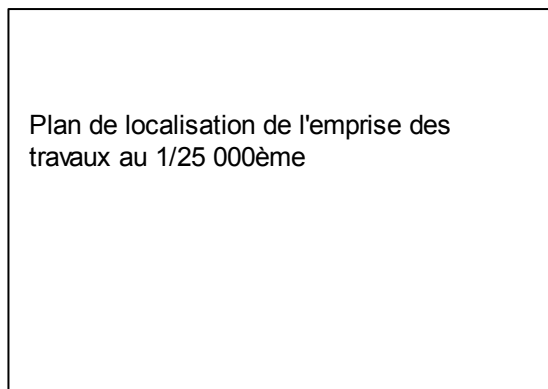
1-2 Sédiments

- localisation de la station RNB et des prélèvements de sédiment (carte 1/5000^{ème})
- plan d'échantillonnage, modalité de réalisation des échantillons
- granulométrie des échantillons
- caractérisation de la fraction fine : Phase solide/phase interstitielle (limites de quantification)
- calcul de l'indice de contamination Qsm
- caractérisation des sédiments au lieu de restitution

Conclusion quant à la gestion des sédiments :

Si non remise au fleuve des matériaux préciser :

- les volumes concernés :
- la destination précise des matériaux :
- la filière de traitement retenue :
- la filière de valorisation suivie par les sédiments traités :



2/ Enjeux du site de dragage et du site de restitution des sédiments

- Cartographie des enjeux (sanitaires, environnementaux, économiques, sociaux, ...) avec échelle et orientation cardinale
- données techniques sur les travaux (débit moyen du Rhône, vitesse moyenne d'écoulement, hauteur d'eau sous le rejet, moyenne des mesures de MEST du RNB référence amont, longueur d'incidence du panache avant retour à une classe de bonne qualité,...)

- Exposé détaillé des enjeux :

➤ Enjeux environnementaux :

Réseau Natura 2000 :

Emprise des travaux par rapport aux sites Natura 2000 : à plus de km ☐ à proximité ☐ dedans ☐

Effet notable : oui ☐ non ☐

Évaluation d'incidence Natura 2000 : oui¹ ☐ non ☐

Exposé détaillé:

Espèces protégées (il appartient au maître d'ouvrage d'obtenir les autorisations réglementaires) :

Présence espèce protégée : oui ☐ non ☐

Nom (français/latin) :

Utilisation zone de travaux : lieu d'alimentation /croissance/chasse ☐ lieu de reproduction ☐

Dossier dérogation espèce protégée : oui ☐ non ☐ espèce(s) =

Exposé détaillé:

Autres mesures réglementaires (il appartient au maître d'ouvrage d'obtenir les autorisations réglementaires) :

Défrichement : oui ☐ non ☐

APPB, Réserve Naturelle, réserve de chasse,... (si oui, à préciser) oui ☐ non ☐

Exposé détaillé:

➤ Enjeux économiques :

Captage AEP :

désignation :

périmètre de protection éloignée à plus de km ☐ à proximité ☐ dedans ☐

Pompage agricole : à plus de km ☐ à proximité ☐

Pompage industriel : à plus de km ☐ à proximité ☐

➤ Enjeux sociaux :

Activité de loisirs (pêche, baignade, activités nautiques,...) : à plus de km ☐ à proximité ☐

3/ Incidences du dragage et mesures de suppression ou d'atténuation des impacts

Détailler l'ensemble des incidences sur les enjeux et les mesures de suppression ou d'atténuation des effets prises.

4/ Surveillance du dragage

¹ Évaluation à joindre à la présente fiche

ANNEXE IV

Liste de communes dites « mouillées »

Haute-Savoie (74) : Bassy, Challonges, Chevrier, Clarafond-Arcine, Eloise, Franclens, Saint-Germain-sur-Rhône, Seyssel, Vulbens.

Savoie (73) : La Balme, Champagnieux, Chanaz, Jongieux, Lucey, Motz, Ruffieux, Saint-Genix-sur-Guiers, Serrières-en-Chautagne, Vions, Yenne.

Ain (01) : Anglefort, Bellegarde-sur-Valserine, Belley, Billiat, Bregnier-Cordon, Brens, Briord, Chanay, Collonges, Corbonod, Cressin-Rochefort, Culoz, Groslee, Injoux-Genissiat, Izieu, Lavours, Leaz, Lhuis, Magnieu, Massignieu-de-Rives, Montagnieux, Murs-et-Gelignieux, Nattages, Parves, Peyrieu, Pougny, Saint-Benoit, Saint-Sorlin-en-Bugey, Sault-Brenaz, Serrières-de-Briord, Seyssel, Surjoux, Villebois, Virignin.

Rhône (69) : Ampuis, Caluire-et-Cuire, Condrieu, Feyzin, Givors, Grigny, Irigny, Loire-sur-Rhône, Lyon, La Mulatière, Millery, Oullins, Pierre-Bénite, Sainte-Colombe, Saint-Cyr-sur-le-Rhône, Saint-Fons, Saint-Romain-en-Gal, Sérézin-du-Rhône, Solaize, Ternay, Tupins-et-Semons, Vernaison, Villeurbanne.

Isère (38) : Aoste, Les Avenières, le Bouchage, Bouvesse-Quirieu, Brangues, Chasse-sur-Rhône, Chonas-L'Amballan, Creys-Mépieu, Montalieu-Vercieu, Le Péage-de-Roussillon, Porcieu-Amblagnieu, Reventin-Vaugris, Les Roches-de-Condrieu, Roussillon, Sablons, Saint-Alban-du-Rhône, Saint-Clair-du-Rhône, Saint-Maurice-l'Exil, Saint-Prim, Saint-Victor-de-Morestel, Salaise-sur-Sanne, Seyssuel, Vertrieu, Vienne.

Loire (42) : Chavanay, Saint-Michel-sur-Rhône, Saint-Pierre-de-Bœuf, Verin.

Ardèche (07) : Andance, Arras-sur-Rhône, Baix, Beauchastel, Bourg-Saint-Andéol, Champagne, Charme-sur-Rhône, Chateaubourg, Cornas, Cruas, Glun, Guilhaud-Granges, Lempis, Limony, Mauves, Meyssie, Ozon, Peyraud, Le Pouzin, Rochemaure, Rompon, Saint-Désirat, Saint-Georges-les-Bains, Saint-Jean-de-Muzols, Saint-Just, Saint-Marcel-d'Ardèche, Saint-Montant, Saint-Peray, Sarras, Serrières, Soyons, Le Teil, Tournon-sur-Rhône, Vion, Viviers, la Voulte-sur-Rhône.

Drôme (26) : Ancone, Andancette, Beaumont-Monteux, Bourg-lès-Valences, Châteauneuf-sur-Isère, Châteauneuf-du-Rhône, la Coucourde, Crozes-Hermitage, Donzère, Erome, Etoile-sur-Rhône, Gervans, la Garde-Adhemar, les Granges-Gontardes, Laveyron, Livron-sur-Drôme, Loriol-sur-Drôme, Mercurol, Montélimar, Pierrelatte, Ponsas, Pont-de-l'Isère, Porte-lès-Valence, la Roche-de-Glun, Saint-Barthélemy-de-Vals, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint-Rambert-d'Albon, Saint-Vallier, Saulce-sur-Rhône, Savasse, Serves-sur-Rhône, Tain-l'Hermitage, les Tournettes, Valence.

Vaucluse (84) : Avignon, Bollène, Caderousse, Châteauneuf-du-Pape, Lamotte-du-Rhône, Lapalud, Mondragon, Mornas, Orange, Piolenc, Le Pontet, Sorgues.

Gard (30) : Les Angles, Aramon, Beaucaire, Chusclan, Codolet, Comps, Fourques, Laudun, Montfaucon, Montfrin, Pont-Saint-Esprit, Roquemaure, Saint-Alexandre, Saint-Etienne-des-Sorts, Sauveterre, Vallabrègues, Vénéjan, Villeneuve-les-Avignon.

Bouches -du-Rhône (13) : Arles, Barbentane, Boulbon, Saint-Pierre-de-Mézoargues, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Rognonas, Tarascon.

ANNEXE V

Arrêté du 9 août 2006

relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

(mod. par ☐)

Arrêté du 23 décembre 2009, NOR : DEVO0926852A, complétant l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (JO, 15 janv.)

(NOR : DEVO0650505A)

(JO 24 septembre 2006)

Le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et la ministre de l'écologie et du développement durable.

Vu les articles L. 210-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 93-742 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration prévue aux articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1998 portant modalités d'agrément des laboratoires pour certains types d'analyses des eaux ou des sédiments ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 24 mai 2006 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 13 juillet 2006.

Arrêtent :

Art. 1er - Lorsque, pour apprécier l'incidence de l'opération sur le milieu aquatique (ou pour apprécier l'incidence sur le milieu aquatique d'une action déterminée), une analyse est requise en application du décret nomenclature :

- la qualité des rejets dans les eaux de surface est appréciée au regard des seuils de la rubrique 2.2.3.0 de la nomenclature dont les niveaux de référence R 1 et R 2 sont précisés dans le tableau I ;
- la qualité des sédiments marins ou estuariens est appréciée au regard des seuils de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature dont les niveaux de référence N 1 et N 2 sont précisés dans les tableaux II et III ;
- la qualité des sédiments extraits de cours d'eau ou canaux est appréciée au regard des seuils de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature dont le niveau de référence S 1 est précisé dans le tableau IV.

Tableau I

PARAMÈTRES	NIVEAU R 1	NIVEAU R 2
MES (kg/j)	9	90
D8O5 (kg/j) (*)	6	60
DCO (kg/j) (*)	12	120
Matières inhibitrices (équitox/j)	25	100
Azote total (kg/j)	1,2	12
Phosphore total (kg/j)	0,3	3

Tableau I

Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX) (g/j)	7,5	25
Métaux et métalloïdes (Metox) (g/j)	30	125
Hydrocarbures (kg/j)	0,1	0,5
(*) Dans le cas de rejets salés présentant une teneur en chlorures supérieure à 2 000 mg/l, les paramètres DBO5 et DCO et leurs seuils sont remplacés par le paramètre COT avec les seuils suivants :		
Concernant a : COT : 80 kg/j (A) ;		
Concernant b : COT : 8 à 80 kg/j (D).		

Tableau II

Niveaux relatifs aux éléments traces (en mg/kg de sédiment sec analysé sur la fraction inférieure à 2 mm)

ÉLÉMENTS TRACES	NIVEAU N 1	NIVEAU N 2
Arsenic	25	50
Cadmium	1,2	2,4
Chrome	90	180
Cuivre	45	90
Mercure	0,4	0,8
Nickel	37	74
Plomb	100	200
Zinc	276	552

Tableau III

Niveaux relatifs aux composés traces (en mg/kg de sédiment sec analysé sur la fraction inférieure à 2 mm)

PCB	NIVEAU N 1	NIVEAU N 2
PCB totaux	0,5	1
PCB congénère 28	0,025	0,05
PCB congénère 52	0,025	0,05
PCB congénère 101	0,05	0,1
PCB congénère 118	0,025	0,05
PCB congénère 138	0,050	0,10
PCB congénère 153	0,050	0,10
PCB congénère 180	0,025	0,05

Tableau IV

Niveaux relatifs aux éléments et composés traces (en mg/kg de sédiment sec analysé sur la fraction inférieure à 2 mm)

PARAMÈTRES	NIVEAU S1
Arsenic	30
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100

Tableau IV

Zinc	300
PCB totaux	0,680
HAP totaux	22,800

Art. 2 - Lors des analyses, afin d'évaluer la qualité des rejets et sédiments en fonction des niveaux de référence précisés dans les tableaux ci-dessus, la teneur à prendre en compte est la teneur maximale mesurée.

Toutefois, il peut être toléré :

- 1 dépassement pour 6 échantillons analysés ;
- 2 dépassements pour 15 échantillons analysés ;
- 3 dépassements pour 30 échantillons analysés ;
- 1 dépassement par tranche de 10 échantillons supplémentaires analysés,

sous réserve que les teneurs mesurées sur les échantillons en dépassement n'atteignent pas 1,5 fois les niveaux de référence considérés.

Art. 3 - Les tableaux figurant à l'article 1^{er} peuvent être actualisés et complétés par arrêté complémentaire en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques et techniques.

Art. 4 - Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés en application de l'arrêté du 12 novembre 1998 susvisé et selon les modalités précisées dans l'arrêté précité.

Art. 5 - Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le 1^{er} octobre 2006.

Art. 6 - Le directeur de l'eau et le directeur des transports maritimes, routiers et fluviaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.